

**Arrêté n° DS 15-12-2020-15 portant délégation de signature**  
**Madame Céline MAGNANT, Directrice de la Maison des Étudiants**  
**Monsieur Lionel VINOURE, Directeur du Pôle vie de campus et patrimoine**  
**Monsieur Gilles MIRAMBEAU, Directeur général des services**  
**Maison des Étudiants**

**La présidente de l'université de Poitiers**

- Vu le Code de l'éducation, notamment l'article L.712-2 ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu les Statuts de l'université de Poitiers ;
- Vu la délibération n° 30-11-2020-01 du Conseil d'administration de l'université de Poitiers en date du 30 novembre 2020 portant élection de Madame Virginie LAVAL à la présidence de l'université de Poitiers ;
- Vu l'arrêté de nomination en date du 17 mai 2018 de Monsieur Gilles MIRAMBEAU en qualité de Directeur général des services, à compter du 15 mai 2018 ;
- Vu l'arrêté de nomination en date du 18 septembre 2018 de Monsieur Lionel VINOURE en qualité de Directeur du patrimoine et de la vie de campus, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018 ;
- Vu l'acte en date du 7 octobre 2013 portant nomination de Madame Céline MAGNANT en qualité de Directrice de la Maison des Étudiants ;

**Arrête**

**Article 1 : Actes administratifs**

Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à Madame Céline MAGNANT, Directrice de la Maison des Étudiants, à l'effet de signer, au nom de la présidente de l'université, les actes, décisions, contrats et documents suivants :

- Les ordres de mission sur le territoire métropolitain exclusivement ;
- Les arrêtés de prise en charge des frais de mission ;
- Les autorisations administratives de déplacement ;
- Les autorisations d'utilisation de véhicules administratifs ;
- Les autorisations d'invitation de personnalités extérieures ;
- Les autorisations d'utilisation des locaux pour toutes activités rentrant dans les missions de service public de l'université ;
- Les actes d'organisation interne de la composante dans le respect des prescriptions arrêtées par l'Établissement ;

**Article 2 : Actes financiers**

Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à Madame Céline MAGNANT, Directrice de la Maison des Étudiants, à l'effet de signer, au nom de la présidente de l'université, les actes, décisions, contrats et documents suivants :

- Les actes d'engagement juridique des dépenses résultant de la mise en œuvre de marchés publics passés sans procédure écrite, tels que devis, propositions commerciales, contrats et/ ou bons de commande, dans la limite d'un montant de 15.000 euros HT ;
- Les actes d'engagement juridique des dépenses résultant de la mise en œuvre de marchés publics passés selon une procédure formalisée ou adaptée, dans la limite d'un montant de 15.000 euros HT ;
- Les autres actes d'engagement juridique des recettes propres à la composante, hors recherche ;

### Article 3 : Actes budgétaires

Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à Madame Céline MAGNANT, Directrice de la Maison des Étudiants, à l'effet de signer, au nom de la présidente de l'université, les actes, décisions, contrats et documents suivants :

- Les actes de liquidation et de mandatement de la dépense (attestation du service fait) ;
- Les actes d'ordonnancement de la recette ;
- Les actes de liquidation des heures de vacation au bénéfice de personnels extérieurs à l'Établissement ;
- Les actes de liquidation des heures de vacation au bénéfice des personnels de bibliothèque, ingénieur, administratif, technicien, ouvrier de service et de santé ;
- Les arrêtés d'aides pécuniaires accordées aux étudiants dans le cadre du FSDIE, après décision de la commission sociale FNAU FSDIE ;
- Les arrêtés d'attribution de subvention FSDIE accordées aux associations étudiants après délibération du Conseil d'administration ;

### Article 4 : Absence et/ou empêchement

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline MAGNANT, Directrice de la Maison des Étudiants et dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à Monsieur Lionel VINOURE, Directeur du Pôle vie de campus et patrimoine, à l'effet de signer, au nom de la présidente de l'université, les actes, décisions, contrats et documents mentionnés aux articles 1 et 3.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline MAGNANT, Directrice de la Maison des Étudiants et de Monsieur Lionel VINOURE, Directeur du Pôle vie de campus et patrimoine et dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à Monsieur Gilles MIRAMBEAU, Directeur général des services, à l'effet de signer, au nom de la présidente de l'université, les actes, décisions, contrats et documents mentionnés aux articles 1 et 3.

### Article 5 : Publicité et exécution

Le présent arrêté prend effet à compter de sa transmission au Recteur-Chancelier et entre en vigueur au lendemain de sa publication au *Recueil des actes administratifs* de l'université de Poitiers.

Le Directeur général des services est chargé de son exécution.

Vu le 18 décembre 2020

Les délégataires,

**Céline MAGNANT**



**Lionel VINOURE**



**Gilles MIRAMBEAU**



Fait à Poitiers le 15 décembre 2020

La présidente de l'université

**Virginie LAVAL**



18. DEC. 2020

Transmis à Madame la Rectrice de la région académique Nouvelle-Aquitaine, Rectrice de l'Académie de Bordeaux, **Direction des affaires juridiques**

Entrée en vigueur le lendemain de sa publication au *Recueil des actes administratifs* de l'université de Poitiers.

Voies et délais de recours

Si vous estimez que cet acte est irrégulier, vous pouvez former :

- soit un recours administratif, qui peut prendre la forme d'un recours gracieux, devant l'auteur de l'acte ou celle d'un recours hiérarchique devant l'autorité hiérarchique compétente. Ce recours administratif doit être présenté dans les deux mois à compter de la notification du présent acte si vous souhaitez pouvoir former un recours contentieux contre une décision de rejet de votre recours gracieux. Celui-ci est réputé rejeté si vous n'avez pas reçu de réponse dans les deux mois suivant sa réception par l'administration. Vous disposez alors de deux mois pour former un recours contentieux. Si une décision expresse vous est notifiée dans les quatre mois suivant la réception de votre recours gracieux par l'administration, vous disposez alors d'un délai de deux mois, à compter de la notification de cette décision expresse, pour former un recours contentieux.
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent acte.

Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2018, vous pouvez également déposer votre recours juridictionnel sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans ce cas, vous n'avez pas à produire de copies de votre recours et vous êtes assurés d'un enregistrement immédiat, sans délai d'acheminement.